partageront le sort des autres et qu'ils serviront comme eux, quand le bien de la colonie pourra le requérir. Cette réponse, si juste et si méritée convenait également bien à la seconde partie du 42e. article, où le gouverneur français faisait une autre demande déplacée. S'appliquerait-elle avec autant de raison à la première moitié de cet article? Qu'on me permette de me déclarer pour la négative, y ayant plusieurs bonnes raisons pour justifier cette interprétation.

En effet, par le 37e. article, il était stipulé—"que les Canadiens conserveraient leurs propriétés;"—or comme, d'après l'opinion des plus savants jurisconsultes, *conserver ses propriétés* signifie *conserver les lois qui les régissent*, (1) il s'en suit que l'espèce d'indépendance que comportait la réponse—*ils deviennent sujets du Roi*, n'était point applicable à la demande des lois, pour signifier qu'on les refusait, mais seulement pour dire qu'on réservait à sa Majesté et à son parlement le droit d'y faire par la suite des changemens, s'ils le trouvaient juste. La réponse convenait encore mieux à l'exemption demandée de servir et de payer les impositions. Et il faut bien que les généraux l'entendissent de même, puisque, quelques jours après, ils s'accordèrent tous à établir des tribunaux et à nommer des officiers, pour l'administration de ces mêmes lois qu'avait demandées M. de Vaudreuil.

Supposons-nous que M. Murray, qui était présent à la capitulation et qui a dû être consulté sur les réponses à faire à chacun des articles, n'en entendait pas la vraie signification? C'est impossible. Les faits parlent d'une manière trop péremptoire. Les Canadiens devenaient sujets anglais et dans cette qualité, obtenaient des droits à la protection que leur devait le gouvernement: mais quelle sorte de protection eût-ce été que celle qui les eût privés de leurs lois,—les seules qu'ils entendissent, les seules qui fussent adaptées à leurs circonstances et qui pussent leur être de quelque utilité? Sans aucunes notions de la langue anglaise,—n'ayant pas la moindre idée des lois de l'empire,—n'eût-ce pas été au contraire un acte de vraie tyrannie que de les y assujettir? En le faisant, les vainqueurs n'auraient-ils pas prolongé, envenimé même davantage la haine que leur portaient les Canadiens?—Reportons pour un instant notre imagination sur cette époque; représentons-nous la position respective des deux peuples,—également braves, également susceptibles aux impressions du malheur ou de la bonne fortune; l'un le cœur ulcéré, accablé par le poids de son infortune,—l'autre fier et exalté de ses succès, mais la mémoire encore pleine du souvenir

(1.) Voir p. 52 l'opinion de M. Masères.